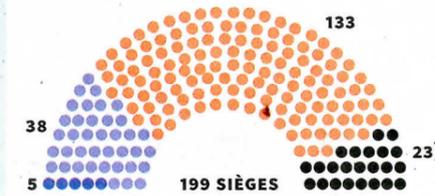




### Le modèle Orban de « démocratie non libérale »...

#### DROITE NATIONALISTE RADICALE ET EXTRÊME DROITE DOMINENT LA HONGRIE

- Le Fidesz (Union civique hongroise), parti au pouvoir de Viktor Orban (nationaliste, eurosceptique et non libéral)
- Le Jobbik, parti d'extrême droite (ultranationaliste, antisémite et anti-Roms)
- La coalition de centre-gauche, composée de cinq partis, créée en 2014
- LMP, autre parti de gauche



#### ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DEPUIS 2010

- 🚫 Censure, poursuites, fermetures de médias indépendants, arrestations de journalistes...

#### ENTRAVE À LA SÉPARATION DES POUVOIRS

- 🚫 Cour constitutionnelle : série d'amendements affaiblissant le contrôle exercé par la Cour sur le Parlement dominé par le Fidesz

#### RECRÉER L'ESPRIT D'UNE NATION HONGROISE

- 🇭🇺 Minorités hongroises vivant dans les pays frontaliers, à qui la citoyenneté a été octroyée
- 🇭🇺 Minorité rom visée en priorité par les travaux d'intérêt public. 263 000 personnes enrôlées en 2015 sous peine de suppression des allocations sociales en cas de refus.

#### ... confronté à la crise des migrants...

- 🇭🇺 Limite de l'espace Schengen
- ➡ Flux migratoire sur la route des Balkans, principal couloir migratoire en provenance de la Grèce
- 🚫 Fermeture des frontières sauf exception humanitaire et demandeurs d'asile dans le pays concerné
- 🇭🇺 Construction de murs antimigrants

#### ... en profite pour renforcer son alliance avec d'autres eurosceptiques

- 🇭🇺 Avec les pays du groupe de Visegrád, qui s'opposent à l'instauration de quotas pour l'accueil des migrants
- 🇭🇺 Avec la Croatie, où un nouveau pouvoir ultranationaliste est installé depuis janvier
- 🇭🇺 Avec la Russie, construction d'une centrale nucléaire

# La Hongrie, entre ses murs

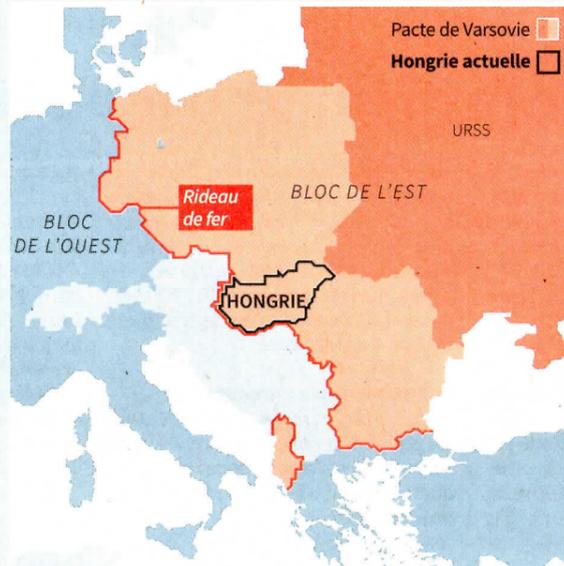
A la tête d'un pays enclavé au cœur de l'Europe, à la limite de la zone Schengen, Viktor Orban, qui a fermé les frontières aux migrants, veut effacer un quart de siècle d'héritage libéral postcommuniste

### LE « DIKTAT » DE TRIANON (1920)



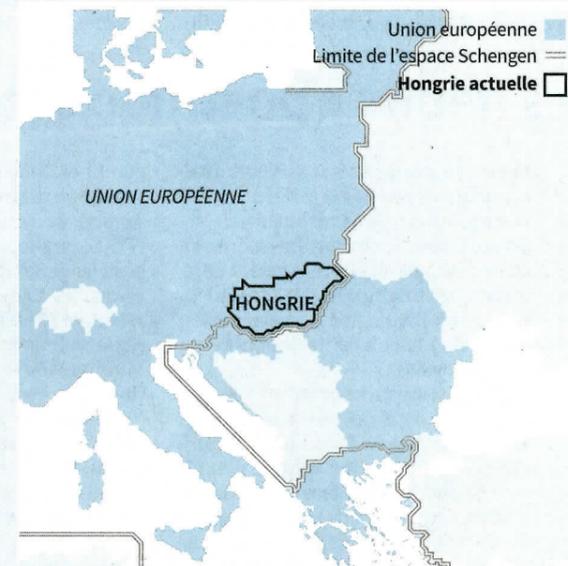
Au sortir de la première guerre mondiale, la nouvelle Hongrie – issue du dépeçage de l'Empire austro-hongrois – se voit, en vertu du traité de Trianon (1920), amputée des deux tiers de son territoire. Trois millions de Hongrois se retrouvent hors de ses frontières. Un siècle plus tard, le président Viktor Orban accordera la nationalité hongroise aux magyarophones pour réparer la « douloureuse injustice de Trianon ». De son côté, le Jobbik, le parti d'extrême droite, fait du rejet de « l'Europe de Trianon » son fonds de commerce. Il revendique les frontières de la « couronne de saint Etienne ». Il a obtenu 20 % des voix aux législatives de 2014.

### DE 1945 À 1989, LA CULTURE DES MURS



Durant près d'un demi-siècle, la Hongrie est sous domination soviétique. Soumis à un régime autoritaire, le pays est enfermé derrière le rideau de fer qui empêche les populations de circuler. La Hongrie, comme de nombreux pays de l'Est, n'a pas de tradition d'accueil des populations du Sud. Face à l'afflux massif de migrants, près de 400 000 personnes depuis début 2015, une majorité de Hongrois soutiennent la politique de fermeture des frontières de Viktor Orban, qui dénonce la vision multiculturaliste imposée par les pays de l'Europe de l'Ouest.

### À PARTIR DE 2004, UNE ENVIE D'EUROPE PARADOXALE



Après la chute du communisme, la Hongrie prend son indépendance et se tourne vers l'Ouest. Elle adhère à l'Union européenne en 2004 et devient membre de l'espace Schengen en 2007. Le pays a largement bénéficié des fonds européens. Pourtant, depuis 2010, Viktor Orban a affirmé à plusieurs reprises la souveraineté de la Hongrie face à Bruxelles. Il s'est opposé aux solutions proposées par Angela Merkel pour résoudre la « crise des migrants » au niveau européen.

# Jacques Rupnik

## « Il y a des courants populistes ailleurs, mais, en Europe centrale, ils sont au pouvoir »

Le chercheur français, ex-conseiller de Vaclav Havel, analyse les raisons d'une dérive contagieuse au sein de l'Union européenne. En Hongrie, Pologne, Slovaquie et Croatie, on assiste, dit-il, à une régression de la démocratie, doublée d'une crispation identitaire et souverainiste



SCIENCES PO-CERI

### ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN SALLES

Jacques Rupnik, directeur de recherches à Sciences Po, est l'un des principaux spécialistes français de l'Europe centrale. Né à Prague en 1950, il a été le conseiller du président tchèque Vaclav Havel, de 1990 à 1992. Il a notamment publié *Les Banlieues de l'Europe et Géopolitique de la démocratisation. L'Europe et ses voisinages* (Presses de Sciences Po, respectivement 2007 et 2014).

**Les pays d'Europe centrale semblent se détourner de certaines valeurs européennes qui les avaient poussés vers l'adhésion à l'UE après la chute du communisme. Comment l'expliquez-vous ?**

Ce qu'il faut bien appeler une dérive en Europe centrale intervient dans des pays qui étaient considérés comme des réussites en termes d'économie et de démocratie. Il y a eu, avec l'élargissement, une convergence sans précédent avec l'Europe occidentale. C'est un rattrapage extraordinaire qui a été tiré par les subventions et l'économie européenne, et singulièrement par le moteur allemand. Ces pays ont développé une conception de l'Europe à l'anglaise, qui reposait sur la nation au niveau politique, sur l'OTAN au niveau sécuritaire et sur Bruxelles au niveau économique. La référence britannique a faibli, depuis que Londres débat d'une sortie de l'UE. Pendant la crise économique, ils se sont alignés sur l'Allemagne, et ils insistent pour se présenter comme des pays du Nord. Aujourd'hui, ils revendiquent leur position d'Europe centrale mais de façon très différente des années 1980, quand leurs grands écrivains affirmaient une identité distincte du « bloc de l'Est ».

Ils revendiquaient alors, par-delà le rideau de fer, leur appartenance européenne et occidentale qu'ils définissaient par des valeurs, un héritage culturel, une civilisation. « Culturellement à l'Ouest, politiquement à l'Est, géographiquement au centre » : c'était le dilemme ou la « tragédie » de l'Europe centrale qu'exprimait Milan Kundera dans son texte sur « Un Occident kidnappé » [Le Débat n° 27, 1983].

L'autre aspiration était celle portée par la dissonance, les droits de l'homme, les revendications démocratiques d'une société civile et le dialogue avec l'espace public européen. C'est cet esprit, dont Vaclav Havel devint le symbole, qui s'est retrouvé au pouvoir au moment des transitions de l'espace communiste vers des régimes démocratiques. On a attribué le suc-

ès de ces transitions à la capacité d'introduire les institutions de l'Etat de droit, qui était lié à la perspective européenne. La promesse d'une adhésion européenne a amené les acteurs politiques à forger un consensus fort pour créer des instruments compatibles avec l'UE. Cela suppose la confiance dans la capacité d'appliquer des normes, avec des institutions judiciaires indépendantes capables d'y veiller.

**C'est précisément ce consensus qui est attaqué en Hongrie ou en Pologne...**

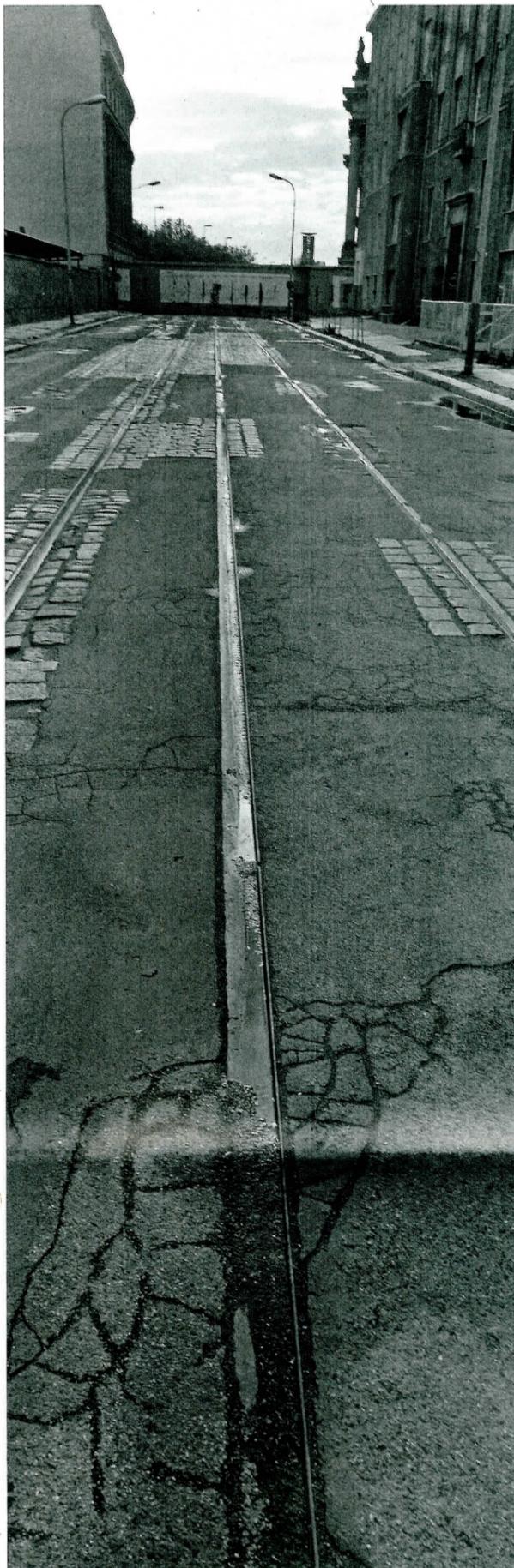
On assiste dans ces pays à une régression de la démocratie, avec une remise en question de l'Etat de droit, qui passe par des attaques contre les cours constitutionnelles et la remise en cause de la neutralité politique de l'administration. Cela est suivi de la reprise en main des médias publics. Le scénario est le même dans la Hongrie de Viktor Orban et dans la Pologne de Jaroslaw Kaczynski. Il y a des courants populistes et nationalistes importants ailleurs, mais en Europe centrale ils sont au pouvoir.

On parlait d'une exception hongroise, il y a désormais la Pologne, qui est le grand pays de la région. On peut y ajouter la Slovaquie, où Robert Fico, un Orban de gauche, gouverne en coalition avec un parti nationaliste de droite. Et la Croatie, qui met en place un gouvernement national-conservateur avec un ministre de la culture admirateur des oustachis (régime croate pronazi pendant la seconde guerre mondiale) s'attaquant aux médias indépendants. Pour paraphraser Churchill, qui évoquait le rideau de fer de la Baltique à l'Adriatique, on peut parler de démocratie non libérale de la Baltique à l'Adriatique. Il s'agit de pays membres de l'UE qui combinent une régression de la démocratie avec une crispation identitaire et souverainiste. C'est un retour de l'Europe centrale, mais pour défendre cette fois une identité et une civilisation européennes qui seraient menacées par la Russie à l'est et l'islamisme au sud.

**Comment la question migratoire a-t-elle renforcé ces pays d'Europe centrale ?**

La vague migratoire et la question des quotas ont renforcé considérablement Viktor Orban, qui était en chute libre dans les sondages début 2015. En Pologne, le parti Droit et justice de Jaroslaw Kaczynski aurait certainement gagné les élections législatives de l'automne 2015, mais il n'aurait sans doute pas pu avoir la majorité absolue sans la crise des migrants.

La crise économique avait déjà ébranlé la confiance dans le modèle européen, qui apportait l'amélioration du niveau de vie et protégeait des effets de la mondialisation. Avec la crise, l'Europe est perçue comme un instrument de la mondialisation qui impose des mesures de rigueur. Un phénomène analogue s'est produit avec la crise migratoire. L'Europe sans frontières qui était bénéfique – le grand acquis de l'après-1989 – est devenue un problème quand les frontières extérieures se sont révélées incertaines. L'Europe, qui représentait un ancrage stable, rassurant, associé à la prospérité, est devenue un élément d'insécurité et d'inquiétude.



JOSEF KOUDELKA/MAGNUM PHOTOS

« The Remains of the Berlin Wall », l'un des clichés pris de 1990 à 1995 par Josef Koudelka après la chute du Mur.

#### Josef Koudelka

Avec Henri Cartier-Bresson comme figure tutélaire, ce photographe français d'origine tchèque (il est né en 1938, en Moravie) a toujours tenu – et réussi – à conserver son indépendance, grâce à des bourses et des prix. Il se fait remarquer par un grand reportage sur le monde des Roms, dont témoigne son premier livre, *Les Gitans. La fin du voyage* (1975), qui lui vaudra le prix Nadar. Après avoir photographié l'invasion de son pays natal par les troupes russes, en 1970, il reçoit le prix Robert-Capa et s'installe en Angleterre, puis devient membre de l'agence Magnum. Son travail fait l'objet d'une première exposition au MoMA, en 1975, à New York. Bien d'autres suivront à travers le monde.

A 78 ans, Josef Koudelka vit à Prague, où il est revenu en 1990, en gardant un ancrage à Paris. « Je me sens européen et non appartenant à une nationalité », disait-il en juin 2015.

A cela s'ajoute le fait que ces pays se retrouvent en porte-à-faux par rapport à l'évolution d'un modèle de société occidentale qu'ils réprovent sur deux plans. Les valeurs libérales et individualistes ont conduit à la généralisation du mariage gay, par exemple. L'autre refus est celui d'une société multiculturelle. Ils ont le sentiment qu'on veut leur opposer un modèle de société qui a échoué, comme ils le voient à travers des images des banlieues et des profils de terroristes. La société multiculturelle viendrait des péchés coloniaux des pays occidentaux, et l'intégration serait faite au nom d'un complexe postcolonial. Ils estiment qu'ils ont été colonisés dans l'empire soviétique et qu'ils n'ont donc pas de dette à l'égard des pays d'émigration.

**Ils ont pourtant été des pays cosmopolites. Est-ce complètement oublié ?**

C'était l'époque des sociétés multiculturelles des empires, où les peuples se mêlaient sous un toit commun. Cette Europe plurielle a progressivement disparu après la première guerre mondiale, avec la constitution des Etats-nations qui comportaient environ un tiers de minorités. Après la seconde guerre mondiale, la destruction des juifs, le départ des Allemands et la modification des frontières en ont fait des pays homogènes. Derrière le rideau de fer, ils n'ont pas été exposés aux vagues migratoires du dernier demi-siècle en Occident. Au moment où l'Europe occidentale devenait multiculturelle, ils étaient devenus homogènes.

Quand Bruxelles et Angela Merkel ont essayé de leur proposer des quotas de migrants, ils se sont rebiffés devant ce qu'ils percevaient comme une menace pour leur identité nationale et pour la civilisation européenne. L'imaginaire historique de la Hongrie reste marqué par l'invasion ottomane. Avec la crise des migrants, le pays est redevenu une frontière de la civilisation occidentale face à des réfugiés empruntant la route ottomane. Et il ne protège pas la civilisation européenne des hordes de migrants, mais aussi de celle qui veut les pousser à les accepter : l'Allemagne d'Angela Merkel. C'est un autre paradoxe : ils ont gardé une conception allemande ethno-culturelle de la nation, qu'ils ont transposée sur le plan européen, au moment où l'Allemagne a adopté une vision de l'Europe fondée sur les valeurs universalistes des droits de l'homme.

**Quel rôle le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque) joue-t-il dans cette réorientation de l'Europe ?**

La crise migratoire a permis de ressouder le groupe de Visegrad, qui végétait. Les quatre pays qui le constituent agissaient en ordre dispersé sur l'économie comme sur la crise ukrainienne. Les Polonais étant farouchement hostiles à la Russie de Poutine, à la différence des Hongrois et des Slovaques. Le refus des quotas leur a permis de défendre des positions communes face à ce qu'ils perçoivent comme une menace pour leur identité. La République tchèque a une position plus mesurée, malgré les emportements du président, Milos Zeman. Mais le gouvernement partage globalement la même position sur les migrants.

**Le changement de position de l'Autriche sur les migrants et la possibilité d'une victoire de l'extrême droite à la présidentielle du 22 mai préfigurent-ils un rapprochement avec Budapest et Varsovie ?**

Orban est persuadé que l'Europe va dans le mur si elle suit l'exemple de Merkel sur les migrants, et que la volte-face de l'Autriche lui donne raison. Vienne, après avoir soutenu la politique d'accueil de la chancelière allemande, un bref « Anschluss humanitaire », a fermé ses frontières avant d'ouvrir le dialogue avec les pays des Balkans pour couper la route aux migrants. L'Autriche fait partie de l'espace centre-européen. C'est une forme de retrouvailles. Mais nous ne sommes pas tout à fait dans la même dimension. Elle relève plutôt du populisme alpin, qui regroupe des nations riches qui ne veulent pas partager : le populiste suisse Christoph Blocher, les Bavarois de la CSU, la Ligue du Nord en Italie. Quand, en 2000, l'Europe a ostracisé l'Autriche après la coalition entre les conservateurs et l'extrême droite, Viktor Orban a été le premier soutien du chancelier Wolfgang Schäussel. Le responsable de la CSU, Edmund Stoiber, était venu au congrès du Fidesz en compagnie de M. Schäussel. On a vu là se constituer un axe Bavière-Autriche-Hongrie qui lui a servi quand il est arrivé au pouvoir en 2010. Il lui a aussi permis de conserver le soutien d'une bonne part du Parti populaire européen, quand il était attaqué par la Commission européenne lors de la mise en place de sa démocratie non libérale, qui aujourd'hui prospère. ■